

agriculteurs réservistes [29 juin 1955] (p. 3445, 3446); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956 : *Organisation du débat* [19 juillet 1955] (p. 3901).

LAMARQUE-CANDO (M. Charles), *Député des Landes (S.)*.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); de la Commission des boissons [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 7 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1021) de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 1032**. — Le 7 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 576) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946 et du 31 décembre 1948; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 913) tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage, **n° 1033**. — Le 12 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 1021) de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 3668**. — Le 12 juin 1952, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Tanguy Prigent et plusieurs de ses collègues (n° 576) tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par les lois du 13 avril 1946

et du 31 décembre 1948; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues (n° 913) tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 portant statut du fermage et du métayage, **n° 3669**. — Le 5 décembre 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés, **n° 4996**. — Le 20 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 4805) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 576) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1948, relatif au prix des baux à ferme, **n° 5621**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 5602) de M. Lalle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 5682**. — Le 24 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le sort des gemmeurs par des modifications à la structure de l'union corporative des résineux et par l'octroi d'avances destinées à rétribuer les gemmeurs et les sylviculteurs, **n° 5988**. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis (n° 6946) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 5602) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 56 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, relatif à la conversion du métayage en fermage, **n° 7076**. — Le 19 mars 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer au 1^{er} juillet 1954 la mise en application des récentes dispositions relatives à la construction de maisons économiques et familiales, **n° 8098**. — Le 20 mai 1954, une proposition de loi tendant à modifier les règles relatives à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers en ce qui concerne les transports scolaires et, en particulier, les transports des élèves des lycées, collèges et écoles techniques, **n° 8484**. — Le 26 novembre 1954, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation concernant l'affiliation volontaire à la sécurité sociale et plus particulièrement celle des artisans inscrits au registre des métiers, **n° 9596**.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage ; en qualité de *Rapporteur* [3 juillet 1952] (p. 3462, 3463) ; Article unique : *Amendement de M. Fourvel tendant à ne pas permettre à un propriétaire d'exercer le droit de reprise en cas de demande de conversion* (p. 3480) ; — d'une proposition de loi relative aux prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Rochet tendant à diminuer de 15 0/0 les baux à ferme* [3 juillet 1952] (p. 3484) ; *Amendement de M. Samson tendant à étendre la loi aux baux conclus postérieurement au 1^{er} janvier 1949* (p. 3486) ; *Amendement de M. Castera tendant à accorder aux métayers le partage aux deux tiers, cheptel compris* (p. 3487) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la crise du bois dans les Landes de Gascogne, le chômage dans les papeteries landaises, la taxe de péréquation sur les papiers français et étrangers)* [8 juillet 1952] (p. 3702 et suiv.). Dépose une demande d'interpellation sur la situation économique de la région des Landes de Gascogne et plus particulièrement celle des travailleurs de la forêt landaise [19 février 1953] (p. 1166) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [17 mars 1953] (p. 1951 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1953] (p. 1697) ; Article unique : *Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre révision des baux* (p. 1702) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage ; en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1953] (p. 1705 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 13 : *Son amendement indicatif (Charte des logements à construire ; secteur locatif et accession à la propriété ; prime de 1.000 francs, taux d'escompte de la Banque de France, inflation, plans homologués, coefficients d'adaptation départementaux, délais de remboursement)* [27 janvier 1955] (p. 308 à 310).

LAMBERT (M. Lucien), *Député des Bouches-du-Rhône* [2^e circonscription], (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). = Est nommé membre : de la Commission de l'Agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à faciliter l'achat des engrais et amendements calcaires par les agriculteurs, **n° 173**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à suspendre l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie signé le 26 mars 1949, ainsi que des protocoles et conventions qui en découlent, et à en interdire la réalisation sans sa ratification par le Parlement, **n° 181**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes ménages agriculteurs, **n° 211**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions de francs, comme indemnité d'urgence aux victimes de l'ouragan du 16 juillet 1951 qui a causé de grands dégâts aux récoltes dans certaines régions du Sud-Est de la France, **n° 226**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à indemniser rapidement les victimes des calamités agricoles provoquées par les crues et orages dans le département des Bouches-du-Rhône, à reconstruire les ouvrages d'art détruits ou endommagés et à prendre des dispositions de nature à éviter le renouvellement de ces dégâts, **n° 302**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du Ministère de l'Agriculture, relative au mode d'attribution de la prime exceptionnelle de soutien de la culture de l'olivier : 1° en ouvrant de nouveaux délais pour les déclarations de culture ; 2° en supprimant l'abattement pour les 25 premiers pieds d'oliviers et en payant la prime à compter du premier olivier,